



Parlons

RSS - DDR

Bulletin trimestriel d'information de la Section RSS - DDR de la MINUSMA

N°01 Mars 2016



**Appui de la Mission au
processus national de RSS-DDR**

Editorial



C'est avec grand plaisir que la Section RSS-DDR (Réforme du Secteur de la Sécurité et Désarmement, Démobilisation, Réinsertion) de la MINUSMA vous présente sa première publication sur les activités en matière de RSS et de DDR au Mali.

Ce bulletin trimestriel permettra de partager avec nos collaborateurs et partenaires des informations actualisées sur la mise en œuvre progressive des programmes et projets initiés par la section, de

concert avec les composantes de la Mission et les partenaires.

La Section RSS-DDR est sous l'autorité du Pilier dirigé par l'Adjointe au Représentant Spécial du Secrétaire-Général des Nations unies chargée des questions Humanitaires et de Développement (ARSSG/CR/CH) au sein de la Mission Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation du Mali (MINUSMA). Les activités de la Section se focalisent principalement sur la mise en œuvre du mandat de la MINUSMA, conformément aux trois résolutions consécutives du Conseil de Sécurité (2100, 2164 et 2227) dont la dernière prend en compte l'appui à la mise en œuvre des termes de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger signé les 15 mai et 20 juin 2015 à Bamako. Ceci se traduit, d'une part, par le soutien aux autorités maliennes dans les opérations de cantonnement, de désarmement, démobilisation, réinsertion des ex-combattants, l'intégration-réintégration dans les institutions de Défense et de Sé-

curité de l'État, dans le redéploiement des forces de Sécurité et de Défense au Nord du Mali et dans la réforme du secteur de sécurité. D'autre part, elle implique une coordination effective des efforts internationaux telle que prescrite par le Conseil de Sécurité.

Certes, de nombreux défis jalonent le chemin vers la sécurité, la paix et le développement. Cependant, il y a lieu de se féliciter de la volonté des acteurs nationaux et internationaux d'aller de l'avant dans le cadre des Accords pour la Paix et la Réconciliation au Mali.

Ce bulletin est le premier d'une série de parutions trimestrielles qui permettront à nos équipes de partager avec les collègues et partenaires l'évolution de la mise en œuvre des activités de la Section RSS-DDR de la MINUSMA dans son appui aux autorités et aux populations Maliennes.

Nous vous souhaitons une bonne lecture.

Sommaire

Éditorial	2
Mission de la Section	3
Des avancées dans le processus de cantonnement	3
Projet de Réduction des Violences Communautaires.....	4
Soutien de la section RSS-DDR à la médiation	5
Activités de la section RSS-DDR suite aux accords de Ouagadougou	6
Activités de sensibilisation menées par les équipes de RSS-DDR sur le terrain.....	6
Formation du personnel sur le processus de DDR	6
Appui de la MINUSMA dans le processus national de RSS	8-13
La prise en compte du Genre dans les processus du DDR et de RSS	14
La Section RSS-DDR en action!.....	15

La mission de la Section RSS-DDR

La mission de la Section RSS-DDR de la MINUSMA découle de trois résolutions successives du Conseil de sécurité des Nations-Unies (RCS 2100 de 2013, RCS 2164 de 2014 et RCS 2227 de 2015), de l'Accord Préliminaire de Ouagadougou du 18 juin 2013 ainsi que de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, signé le 15 Mai et le 20 Juin à Bamako. Elle se traduit par l'application de mesures ayant trait au cessez-le-feu, au cantonnement des combattants, au désarmement, démobilitation, réinsertion (DDR) des groupes armés, au redéploiement des forces de Sécurité et de Défense au Nord du Mali et à la réforme du secteur de sécurité (RSS) et à sa gouvernance.

La Section RSS-DDR a appuyé l'équipe de médiation aux pourparlers d'Alger pour la prise en compte de la RSS et du DDR dans le processus de paix et continue à le faire au sein des structures du Comité de

Suivi de l'Accord (CSA) que sont le Sous-Comité Défense et Sécurité (SCDS) et la Commission Technique de Sécurité (CTS).



Des Combattants MNLA pré-cantonnés à Kidal, septembre 2013

C'est ainsi que le Directeur de la Section RSS-DDR a été nommé par le Représentant Spécial du Secrétaire-Général (RSSG) pour co-présider le SCDS, créé le 24 juillet 2015. Le mandat du SCDS est d'assurer l'expertise et le suivi technique des aspects liés aux domaines de la Défense et de la Sécurité dans la mise en œuvre, par les parties signataires, de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali.

Dans le cadre de la mise œuvre du processus de DDR des ex-combattants, la section RSS-DDR a entrepris des activités préparatoires avec des résultats

tangibles. Au niveau des régions, les constructions de sites de cantonnement ont été entamées, des projets de réduction des violences communautaires (CVR) ont été remis aux communautés bénéficiaires et les équipes de DDR mènent des séances de sensibilisation régulières auprès des mouvements armés ainsi que des communautés du nord du Mali.

En ce qui concerne la RSS, la Section, en coordination avec les autres composantes de la MINUSMA ainsi que les partenaires nationaux et internationaux, soutient les efforts du Mali dans la réforme de ses institutions de sécurité à travers des actions stratégiques, techniques et financières sous trois axes prioritaires : (1) la réforme du secteur de la défense et de la sécurité interne, (2) le contrôle démocratique du secteur de la sécurité et (3) la sécurisation des frontières et la lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre.



Des Combattants du HCUA précantonnés à Kidal, septembre 2013

Le soutien de la section RSS-DDR à la médiation

Dès le début des pourparlers pour la paix au Mali entamée en septembre 2014 à Alger, la Section RSS-DDR a été représentée dans l'équipe de soutien à la Médiation de la MINUSMA. Le rôle du représentant de la section était de fournir des conseils techniques à l'équipe et de s'assurer que des provisions sur le DDR et la RSS soient intégrées dans le document final de l'Accord de Paix. Ces aspects ont été pris en compte et se retrouvent dans l'Annexe 2, « **Questions de Défense et de Sécurité** », de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali.



Atelier sur les principes du processus du DDR et cantonnement, Bamako, 14 février 2014



Atelier sur les principes du processus du DDR et cantonnement, Bamako, 14 février 2014

Des avancées dans le processus de cantonnement

Sur 24 sites de cantonnement proposés par les parties signataires de l'Accord de paix, notamment les mouvements de la Plateforme et de la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA), 17 ont déjà été validés par la Commission Technique de Sécurité (CTS). Ainsi, on dénombre 10 dans la région de Gao (Bourem, Fafa, Innegar, Tabankorte, Ilouk, Indelimane, Tessit, Tin Fadimata, Intillit et Djebok), 2 dans la région de Kidal (Aghelhok et Tessalit), 4 dans la région de Tombouctou (Ber, Agouni, Likrakar, et Goudam) et 1 dans la région de Mopti (Ngourta).

Le 19 novembre 2015, la CTS a choisi Fafa et Innegar dans la région de Gao ainsi que Likrakar dans la région de Tombouctou comme sites prioritaires pour la construction. C'est ainsi que depuis le 29 décembre, les travaux de construction sur ces différents sites ont démarré et se poursuivent normalement. Une centaine d'ouvriers, inclus les jeunes à risques de ces 3 communes, sont engagés en rotation dans les travaux.

Les communa-

tés locales s'engagent à apporter leur soutien au processus de cantonnement. En effet, selon certains de leurs représentants et quelques autorités locales, « si les combattants sont cantonnés, les armes en circulation



Travaux de construction de site de Fafa, Jusqu'au 30 janvier 2016

dans leurs zones seront mieux contrôlées ».

Les sites en construction seront utilisés pour cantonner les combattants des mouvements signataires (Plateforme et CMA) afin de pouvoir passer aux processus simultanés d'Intégration dans les services de l'Etat et de DDR. Ces opérations seront menées par le gouvernement Ma-



Délégation des missions de reconnaissance sur le site de Cantonnement de Fafa

lien avec le soutien de la MINUSMA, conformément au Mode Opérateur pour le Cantonnement, aux normes et pratiques d'un programme DDR ainsi que

selon les critères d'intégration établis par toutes les parties signataires. Autant la MINUSMA, à travers la Section RSS-DDR, multiplie ses efforts dans la mise en

œuvre de son mandat, autant les acteurs nationaux marquent des jalons dans la mise en œuvre des termes de l'Accord de Paix.

Les projets de Réduction des Violences Communautaires (CVRs)

La section RSS-DDR est à pied d'œuvre depuis l'année 2015 dans l'exécution de 11 projets de Réduction de Violence Communautaire "CVR" dans les quatre régions du Nord, notamment Gao, Kidal, Mopti et Tombouctou.

Les projets de CVR ont pour objectif de contribuer à l'amélioration de la sécurité, au renforcement des capacités, à la promotion du dialogue et à la réconciliation entre les communautés locales.

A ce jour, 3 projets dont 2 dans les communes de Kabara et Toya à Tombouctou et 1 dans le quartier Sud de la ville de Gao ont été officiellement remis aux communautés bénéficiaires par l'ARSSG, Mme Mbaranga Gasarabwe les 11 et 14 janvier, respectivement. Dans la commune de Kabara, le projet de fourrière municipale pour bétail a été réhabilité. Ce projet vise à réduire les mouvements non contrôlés des animaux qui détruisent les produits agricoles et autres propriétés, contribuant ainsi à la réduction des disputes entre les agriculteurs et les éleveurs. Cent vingt (120)

bénéficiaires directs du projet, ont à travers leur représentant, Mr. Mohammad Boubeidje, exprimé leur gratitude à la MINUSMA pour le soutien. A Toya, le projet vise à fournir un appui aux activités de jardinage d'un groupe de 222 femmes par la réhabilitation de six puits, l'installation de lampes solaires, la remise d'outils et de semences agricoles ainsi que la formation d'environ 107 femmes dans les méthodes de production agricole afin d'améliorer leurs récoltes et revenus pour assurer la stabilité socio-économique dans leurs foyers. En ce qui concerne le quartier Sud de la ville de Gao, c'est un château d'eau qui a été réhabilité afin de fournir de l'eau potable en

quantité suffisante à la population locale et de réduire les disputes autour des points d'eau.

Cette remise officielle des CVR est le résultat d'une série de missions d'évaluation et de travail conduites par l'équipe conjointe de la Section RSS-DDR et l'UNOPS, son partenaire d'exécution, dans les 4 régions du nord du Mali afin d'identifier les besoins des populations. L'accès à l'eau potable et à l'électricité, ainsi que l'appui à la réhabilitation des services socio-économiques de base tels que les marchés, centres de santé, abattoirs ainsi que le renforcement des capacités des femmes et jeunes à risques à travers les activités maraîchères, sont retenus en priorité.



Inauguration de la Fourrière d'animaux de Kabara, Tombouctou, par Madame Mbaranga, DRSRG/RC/HC, MINUSMA, 11 Janvier 2016

Au Mali, les bénéficiaires prioritaires des CVR sont les communautés supposées héberger les sites de cantonnement ou recevoir les combattants démobilisés ainsi que les jeunes à risques. Ainsi, 30 projets CVR seront exécutés au profit des communautés avant juillet 2016, conformément à l'intention de la MINUSMA de faire bénéficier aux populations « des dividendes de la paix ».

Les activités de sensibilisation menées par les équipes de RSS-DDR sur le terrain

Les équipes de la Section RSS-DDR déployées dans les régions de Kidal, Gao, Tombouctou et Mopti participent aux missions conjointes avec les autres sections substantives de la MINUSMA et les Agences des Nations Unies dans le cadre de la mise en œuvre du mandat des Nations Unies. Ces missions qui se déroulent dans toutes les régions du nord du Mali, offrent un cadre permettant aux équipes RSS-DDR de s'entretenir avec les leaders locaux, les représentants des mouvements signataires ainsi que les représentants de la jeunesse et des femmes sur le processus de cantonnement et les programmes de DDR et RSS.



Equipe DDR Timbuktu en mission de sensibilisation à Ber, 09-10-2015

Activités DDR suite aux accords de Ouagadougou et de Bamako

De septembre 2013 à mai 2014, la Section RSS-DDR a appuyé la mise en œuvre des mesures de confiance telles que préconisées par l'Accord Préliminaire de Ouagadougou du 18 juin 2013 en soutenant le regroupement et la gestion de 1847 combattants du MNLA et HCUA, pré-cantonnés à Kidal et à Agharous Keyone.

Du 4 au 8 février 2014, lors du séminaire sur les principes et défis du cantonnement organi-

sé à Bamako par la MINUSMA, la Section RSS-DDR a contribué à l'élaboration du mode opératoire sur le cantonnement qui a été signé par toutes les parties prenantes. Ce mode opératoire a été actualisé en octobre 2015 par la CTS conformément aux provisions de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali.

Depuis septembre 2014, la Section RSS-DDR a pris part à toutes les missions menées par la CTS

en ce qui concerne la proposition, la validation et la désignation des sites de cantonnement.



Distribution des vivres dans le camp de pré cantonnement de Kidal, 2014



Agent DDR en mission d'étude d'opportunité socio-économique, août 2014



Etablissement des sites du pré-cantonnement dans la région de Kidal, janvier 2014



Equipe RSS-DDR en étude socio-économique à Tombouctou, août 2015



Equipe RSS-DDR en évaluation des besoins socio-économiques à Gao, août 2015

La formation du personnel sur le processus de DDR

Du 5 au 6 mai 2015 à Bamako, la Section RSS-DDR a organisé une formation introductive sur le processus DDR pour son personnel national nouvellement recruté.

Douze (12) collègues nationaux ont participé à cette formation qui avait pour objectif de renforcer leur capacité opérationnelle et de leur permettre une compréhension approfondie des principes et pratiques utilisés dans la planification et la mise en œuvre d'un programme de DDR. Une série de modules de présentations, tirés du Document Guide des Opérations DDR « IDDRS » des Nations Unies a été dispensée aux par-



RSS-DDR en formation, en juin 2015

ticipants par l'équipe RSS-DDR de Bamako.

Les séances ont été présentées d'une manière participative pour encourager le personnel local à analyser les causes et les échecs des programmes DDR passés au Mali et de comprendre la complexité de la mise en œuvre d'un programme DDR.

A la fin de la formation, le personnel disposait des outils nécessaires pour mieux appuyer les programmes DDR et CVR dans les régions du nord de la République du Mali.

Appui de la MINUSMA dans la Réforme du Secteur de la Sécurité

Dans son discours du 20 janvier 2014, à l'occasion du 53ème anniversaire de la création des Forces Armées Maliennes, S.E. Monsieur le Président de la République Ibrahim Boubacar Keita déclarait à propos de la réforme du secteur de la sécurité au Mali : « notre vision sera celle de la sécurité humaine, avec les citoyens, nos citoyens au départ, au centre et à l'arrivée du projet ».

C'est dans ce sens que la Section RSS-DDR, en coordination avec les autres composantes de la MINUSMA et les partenaires nationaux et internationaux, soutient les efforts du gouvernement du Mali dans la



réforme de ses institutions de sécurité à travers des actions stratégiques, techniques et financières menées suivant trois axes prioritaires : (1) la réforme du secteur de la défense et de la sécurité interne, (2) le contrôle

démocratique du secteur de la sécurité et (3) la sécurisation des frontières et la lutte contre la prolifération des armes légères et de petits calibres.

1. La réforme du secteur de la défense et de la sécurité interne

La création du Conseil National pour la RSS (CNRSS) par décret présidentiel No.2014-0609 P-RM du 14 août 2014, l'adoption par l'Assemblée Nationale de "la loi d'orientation et de programmation militaire, 2015-2019 – LOPM", No. 15-01/5L le 20 février 2015 ainsi que la nomination par décret présidentiel No.2015-0141/P-RM du 5 mars 2015 du Coordonnateur du Conseil National pour la RSS au Mali matérialisent la volonté politique de mener une réforme du secteur de la sécurité au Mali.

L'appui de la communauté internationale, en général, et celui de la MINUSMA en particulier, aux efforts des autorités Maliennes dans la réforme du secteur de la sécurité est ainsi centré sur : (a) la participation aux travaux

du groupe pluridisciplinaire de réflexion sur la RSS ; et (b) l'accompagnement dans la mise en œuvre de la loi d'orientation et de programmation militaire ; (c) la coordination des partenaires internationaux intervenant dans la RSS ; (d) l'appui au renforcement des capacités des forces de défense et de sécurité sur la RSS.

a - La participation aux travaux du groupe pluridisciplinaire de réflexion sur la RSS (GPRSS) : en application des résolutions 2100 (2013), 2164 (2014) et 2227 (2015), qui prescrivent à la MINUSMA d'appuyer les efforts du gouvernement malien pour la réforme du secteur de la sécurité, la section RSS-DDR a pris part activement aux travaux du GPRSS. Ce groupe de travail a été créé par Arrêté No 2013-4444/

MS-SG du 22 novembre 2013 du Ministre de la Sécurité, avec pour mission de définir la vision nationale de la RSS ; définir les mécanismes de pilotage et de coordination de la RSS ; élaborer une stratégie de mobilisation des ressources.

Ainsi, du 6 janvier 2014 au 30 avril 2014, la section RSS-DDR a régulièrement participé aux dites réflexions et formulé des propositions qui ont été reflétées dans le rapport final transmis au Gouvernement pour adoption en fin avril 2014. La MINUSMA, a présidé le sous-groupe chargé de proposer l'architecture de la coordination nationale de la RSS.

b - L'accompagnement dans la mise en œuvre de la loi d'orientation et de programmation militaire : parallèlement aux travaux

du GPRSS qui se sont tenus au sein du Ministère de la Sécurité, les travaux du comité de réflexion sur la réforme de la défense mis en place par le Ministre de la Défense en novembre 2013 ont abouti à l'adoption d'une loi d'orientation et de programmation militaire (LOPM) 2015-2019 le 20 février 2015. Dans la mise en œuvre de cette loi, la Section RSS-DDR a initié de mars à avril 2015 une série de rencontres avec le Secrétaire Général du Ministère de la Défense, la haute hiérarchie de l'État-major Général des FAMA, ainsi qu'avec les différents directeurs et chefs de services, en vue d'identifier les priorités à soutenir. A cet effet, une cinquantaine de demandes de projets de renforcement des capacités et d'impression de documents administratifs, comptable et de gestion, ont été formulées par les différentes institutions. Près de 32.000 documents et formulaires d'une valeur de plus de 35 millions de francs CFA ont été déjà reproduits et remis aux FAMA et des projets à impact rapide sont mis en œuvre tels que la rénovation et l'équipement du Centre d'Instruction Boubacar Sada Sy de Koulikoro.

c - La coordination des partenaires internationaux de la RSS : afin de rendre l'appui des partenaires internationaux plus

efficace, efficient et cohérent en matière de réforme du secteur de la sécurité au profit du Mali, la MINUSMA a initié des



Rénovation et Equipement du Centre d'Instruction Boubacar Sada Sy de Koulikoro

rencontres avec lesdits partenaires et élaboré les termes de référence de cette coordination au niveau technique et stratégique. A ce jour, quatre réu-



Équipement de la salle Informatique du Centre d'Instruction Boubacar Sada Sy de Koulikoro

nions du Groupe Technique de Travail RSS-DDR se sont tenues, ainsi que deux réunions du Comité Stratégique RSS-DDR entre le RSSG, les Ambassadeurs et les chefs des missions diplomatiques.

d - La formation des forces de défense et de sécurité sur la RSS : afin d'assurer une pleine appropriation nationale et un

ferme engagement des personnels des forces de défense et de sécurité dans la RSS, la section RSS-DDR de la MINUSMA a organisé, en partenariat avec l'Ecole de Maintien de la Paix de Bamako, une série de formations sur la RSS au profit de plus de 100 officiers et sous-officiers des forces de défense et de sécurité. Ces formations sont étendues aux acteurs de la société civile, notamment

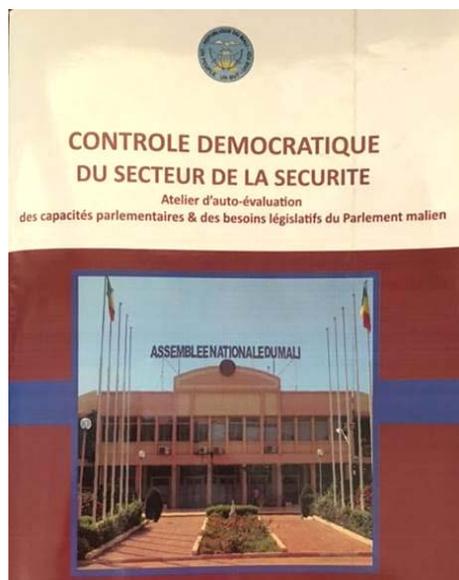
les femmes, les jeunes et les médias nationaux, ainsi qu'aux représentants des autorités locales dans les régions.

L'action de la Section RSS-DDR s'est étendue avec sa participation les 6 et 7 octobre 2015 à Bamako, à l'atelier de « formulation du cadre juridique et institutionnel pour la coopération en matière de sécurité et de défense des Etats du G5 sahel » en collaboration avec l'ONUDC et les experts venus des cinq pays membres, Burkina Faso, Mali, Niger, Mauritanie et Tchad. Le rapport final

et les recommandations ont été remis au Secrétaire général du Ministère de la Coopération internationale du Mali, pour adoption par les Ministres de la Sécurité des pays membres.

2. Contrôle / Veille démocratique du secteur de la sécurité

Depuis l'avènement de la mission, la Section RSS-DDR a apporté son plein appui technique et financier aux membres du Parlement et aux organisations de la société civile dans l'appropriation nationale du processus de la réforme du secteur de la sécurité. Les principales cibles comprennent, outre les membres de la Commission Nationale de la Défense, de la Sécurité et de la Protection Civile de l'Assemblée Nationale (CNDSPC/AN), les organisations de la société civile (OSC) ainsi que les hommes et femmes des médias publics et privés, à travers l'organisation effective d'ateliers, fora et de formations pour renforcer leur connaissances dans la RSS et accompagner leur engagement dans le contrôle démocratique du secteur de la sécurité.



Atelier d'autoévaluation de la CNDSPC sur le contrôle démocratique du Secteur de la Sécurité, 8-10 Décembre 2014

Ainsi, du 8 au 10 décembre 2014, en collaboration avec le National Democratic Institute (NDI- Mali) et la CNDSPC/AN, la Section RSS-DDR a organisé un atelier d'auto-évaluation des membres de la CNDSPC/AN sur le contrôle démocratique du secteur de la sécurité.

Du 31 mars au 1^{er} avril 2015, en

collaboration avec le Democratic control of Armed Forces (DCAF) et le NDI, la Section RSS-DDR a pris part à l'organisation d'un atelier de sensibilisation sur la RSS destiné aux acteurs de la Société Civile. Cet atelier fait partie du programme Sahel de NDI, qui a été financé par les ministères des Affaires étrangères du Danemark et de la Norvège. L'atelier a réuni 44 participants, y compris des autorités administratives, des chefs traditionnels et religieux, des représentants de la société civile, des associations de jeunes et de femmes et des médias. L'objectif de l'atelier était de s'assurer que les organisations de la société civile malienne soient activement impliquées dans le processus de réforme du secteur de la sécurité par le biais de séances d'information pour renforcer leur connaissance de base sur les différents aspects de la réforme du secteur de la sécurité. L'atelier visait également à aider les organisations de la société civile à contribuer à la promotion de la paix et de la stabilité à travers un contrôle démocratique efficace, et la mise en œuvre responsable de la réforme en cours au Mali.

Du 23 au 25 juin 2015, en collaboration avec le NDI et DCAF, la Section RSS-DDR a organisé un atelier régional sur le contrôle parlementaire du secteur de la sécurité avec les parlementaires des commissions défense et sécurité du Burkina Faso, du Mali et du Niger. L'objectif de l'atelier était de renforcer les capacités de ces commissions à répondre aux questions de sécurité de manière efficace, dans le but de mieux revaloriser la contribution des parlements nationaux à la gouvernance du secteur de la sécurité.

La Section RSS-DDR et la Coalition nationale de la société civile pour la paix et la lutte contre la prolifé-



Visite d'échange des Parlementaires du Burkina Faso, du Mali et du Niger sur le contrôle démocratique du secteur de la sécurité, 23-25 juin 2015

ration des armes légères (CONAS-CIPAL) ont organisé un atelier sur le rôle de la société civile dans la réforme du secteur de la sécurité le 23 juillet 2015 à Bamako. Le but de cet atelier était d'engager les organisations de la société civile dans le processus national de RSS et de leur fournir les outils nécessaires à la veille citoyenne du secteur de la sécurité. Les participants comprenaient des membres des divers OSC de Bamako, Gao,



Atelier Technique d'échanges et de réflexion sur la RSS au Mali, 23 juillet 2015

Mopti, Tombouctou et Kidal, ainsi que des représentants des forces de défense et de sécurité, d'anciens ministres, de gouverneurs et des médias locaux.

Les 8 et 9 Septembre 2015, la MINUSMA, en collaboration avec Partners West Africa et Social Alert, a organisé un forum de discussion des OSC et des institutions

de sécurité sur la RSS dans le district de Bamako. L'événement de deux jours a réuni les participants



Forum de discussion des OSC et des Institutions de Sécurité sur la RSS au Mali, 8-9 septembre 2015

des OSC et des forces de défense et de sécurité de Bamako, Gao et Tombouctou pour discuter de l'importance du rôle des OSC dans la veille démocratique du secteur de la sécurité, identifier les obstacles à l'égard du processus de RSS et enfin définir les actions qui doivent être entreprises par les OSC en vue de surmonter ces obstacles. La journée du 8 Septembre 2015 a été consacrée à un exercice de formation des formateurs au profit des 20 participants venus de Gao et de Tombouctou. La session du 9 septembre, a, quant à elle, concerné les 30 représentants des OSC et des Forces de défense et de sécurité basés à Bamako, les 20 autres participants de la journée précédente ayant

assisté en tant qu'observateurs. Le but du deuxième jour de formation était d'offrir aux formateurs l'occasion d'observer ce qui est considéré comme un comportement approprié dans un environnement de formation/sensibilisation, et de veiller à ce qu'ils aient une compréhension claire de la



Forum de discussion des OSC et des Institutions de Sécurité sur la RSS au Mali, 8-9 septembre 2015

façon d'animer les débats et qu'ils puissent ainsi partager et reproduire ces acquis dans leurs régions respectives.

La Section RSS-DDR de la MINUSMA, en collaboration avec Partners West Africa (PWA) et Social Alert, a organisé le 1 février un atelier sur le dialogue national des organisations de la société civile (OSC) et des forces de défense et de sécurité (FDS) sur la réforme du secteur de sécurité (RSS) à l'Hôtel El Farouk à Bamako. L'événement, qui est la dernière phase d'un projet initié par PWA intitulé «Malian Citizen Security Project - 1» finance

par la National Endowment for Democracy a rassemblé près de 50 participants de l'OSC et SDF basé à Bamako, Gao et Tombouctou, dont la plupart ont participé aux deux ateliers précédents tenue en Décembre 2014 et Septembre 2015, respectivement. La cérémonie d'ouverture a été présidée par Honorable Karim Keita, Président de la Commission de Défense, Sécurité et Protection Civile de l'Assemblée nationale, Mme. Mbaranga Gasarabwe, RSASG/HC/RC de la MINUSMA, Inspecteur General de la Police National, Ibrahima Diallo, Coordonnateur National de la RSS, M. Amadou Bocar Teguete, Président de Social Alert, General Lamine Cissé, Président du Conseil d'Administration de PWA, Dr. Adjatou W. Aidara Ndiaye et Directrice Exécutive de PWA.

Les objectifs principaux de cet atelier étaient de : (a) partager les leçons tirées des deux premières activités du MCSP-I et en particulier le rôle, les réussites, les défis et les opportunités pour les représentants des OSC au niveau local ; (b) sensibiliser les dirigeants de Bamako sur les acquis et les connaissances des OSC des représentants locaux et des FDS au Mali et dans le nord du Mali acquis lors des activités précédentes ; et (c) présenter les progrès escomptés en matière de RSS ainsi que présenter des opportunités pour un secteur de la sécurité citoyen.



Atelier sur le Dialogue National des OSC et FDS sur la RSS au Mali, 1^{er} février 2016

3. Sécurisation des frontières et lutte contre les armes légères et de petit calibre

La porosité des frontières et la prolifération des armes légères et de petit calibre (ALPC) dans la région du Sahel-Sahara ont certainement contribué à la crise politique et sécuritaire au Mali en 2012-2013. Pour cette raison, la Section RSS-DDR appuie les

ministation territoriale dans la révision de la politique nationale des frontières qui date de 2000.

Le processus de cette révision implique de larges consultations des acteurs étatiques et non étatiques dans chacune des

pour le développement d'une stratégie de sécurisation des frontières au Conseil National pour la RSS (CNRSS). Cette stratégie devrait permettre d'améliorer la coopération et la performance entre acteurs de la sécurité des frontières du Mali, à savoir, la gendarmerie,



Poste Frontière de la Gendarmerie de Labezanga, région de Gao

partenaires nationaux pour répondre à ces deux questions interconnectées afin de contribuer à la stabilisation du pays et à la restauration de l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire.

Afin d'harmoniser les efforts des partenaires internationaux engagés dans la sécurité des frontières du Mali, la Section a organisé trois réunions de coordination à Bamako en 2014-2015, et participé à deux réunions similaires à Niamey, au Niger. Ceci a abouti à un partenariat avec l'Organisation Internationale des Migrations (OIM) afin d'aider le Ministère de l'ad-

ministration territoriale dans la révision de la politique nationale des frontières qui date de 2000. Le processus de cette révision implique de larges consultations des acteurs étatiques et non étatiques dans chacune des huit régions du Mali. A cet effet et grâce au fond fiduciaire Paix et Sécurité de la MINUSMA, la Section RSS-DDR prévoit d'appuyer des ateliers de consultation dans les capitales régionales du Nord (Tombouctou, Gao et Kidal), en contribuant à la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation. Les résultats de ces consultations régionales devront être consolidés dans un atelier national en 2016, afin de pourvoir une base stratégique solide pour les acteurs de la sécurité aux frontières et le développement des zones frontalières.

La Section RSS-DDR a également formulé une proposition

la garde nationale, la police des frontières, les Forces armées, le Service des douanes et le Service des eaux et forêts. En appui de cette activité planifiée, la Section RSS-DDR a déjà développé un plan des postes aux frontières en 2014, en étroite collaboration avec l'UNPOL et l'Unité de cartographie de la MINUSMA. Cette carte donne un aperçu des postes de gendarmerie, de la police des frontières et des services des douanes le long des 7.243 kilomètres de frontières que le Mali partage avec sept pays voisins (Algérie, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Sénégal, Mauritanie et Niger).

Pour répondre à certains besoins à court terme des partenaires nationaux, deux projets à impact rapide (QIP) ont été conçus pour la réhabilitation des postes de gendarmerie et de police des frontières à Labezanga (région de Gao), ville située sur la frontière avec le Niger le long de la route principale Gao-Niamey. Ces projets ont été coordonnés avec le Danish Demining Group (DDG), une ONG internationale en charge d'un programme communautaire de sécurisation des frontières dans la région du Liptako-Gourma, partagée entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso. D'autres QIP similaires pour la gendarmerie et la police des frontières sont prévus à Léré, dans la région de Tombouctou, ville stratégique près de la frontière avec la Mauritanie.

En collaboration avec UNPOL, la Section Environnement et Culture de la MINUSMA et l'ONG internationale Wild Foundation, la Section RSS-DDR a obtenu un financement sur le fond fiduciaire



Poste des gardes forestiers à Hombori, région de Mopti

Paix et Sécurité pour soutenir le Service de Préservation de la Faune avec le déploiement de gardes forestiers dans la partie Est de la région de Mopti. Avec les brigades de jeunes locaux, ces gardes forestiers protègent la population d'éléphants du Mali menacée d'extinction, du fait des braconniers qui exploitent la porosité de ses frontières avec le Burkina Faso.

Pour améliorer la gestion de l'information relative aux armes illégales et aux munitions trouvées

au Mali, la Section a contribué à l'élaboration d'une base de données de traçage, de concert avec la Section JMAC et UNPOL au profit de la MINUSMA. Cette base de données permettra à la Mission de connecter les incidents et d'améliorer son analyse du contexte de sécurité. Dans une étape ultérieure, cette base de données sur les armes légères pourrait être liée avec des bases de données similaires appartenant à d'autres missions de maintien de la paix et groupes d'experts. De façon régulière, la Section organise des réunions de groupe de travail sur les ALPC au sein de la Mission, afin d'échanger des informations et des analyses sur les tendances actuelles au Mali et dans la région du Sahara-Sahel.

Enfin, la Section a également appuyé la société civile ainsi que des activités de formation de l'ONU avec des présentations ad-hoc sur la sécurisation des frontières et la lutte contre la prolifération des ALPC.



Atelier régional de concertation sur la relecture de la politique nationale des frontières, Tombouctou, 16-18 février 2016

La prise en compte du genre dans le processus de RSS-DDR



Atelier sur la prise en compte du genre dans la RSS-DDR, 26-27 novembre 2015

Les 26 et 27 novembre 2015, la Section RSS-DDR, en collaboration avec l'Unité Genre de la MINUSMA et l'ONG CONASCIPAL, a organisé un atelier sur la prise en compte du genre dans le processus de RSS-DDR au Mali, à l'Hôtel El Farouk de Bamako. L'objectif principal de

l'atelier était de sensibiliser les 45 participants des associations et ONG de femmes ainsi que les représentants des forces de défense et de sécurité sur les opportunités et les défis du processus national ainsi que l'importance de l'intégration du genre dans sa mise en œuvre.

Cet atelier visait également à familiariser les membres des associations des femmes maliennes et les représentants des forces de défense et de sécurité au concept d'intégration du genre, son importance et son efficacité comme outil d'analyse et d'évaluation dans le processus de RSS-DDR et d'initier les membres des associations de femmes à la planification sensible au genre ainsi qu'au suivi et à l'évaluation dans ce domaine.

Cette activité fait partie de l'Initiative de promotion du genre du fonds de consolidation de la Paix (PBF-GPI), un programme coordonné par l'ONU FEMMES au Mali, qui se concentre spécifiquement sur l'amélioration de l'accès à la sécurité et à la justice pour les victimes de violences sexuelles et sexistes. Des présentations ont été données par plusieurs entités de la MINUSMA (divisions des affaires politiques et des affaires civiles, la section RSS-DDR, les unités Genre, Protection de la femme et Protection des enfants) ainsi que des représentants des autorités nationales (le coordonnateur national pour la RSS et un membre du Groupe de travail national pour le DDR) et le partenaire local, la CONASCIPAL.



Atelier sur la prise en compte du genre dans la RSS-DDR, 26-27 novembre 2015

La Section en Action !





MINUSMA



MINUSMA

**Mission Multidimensionnelle
Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali**
Hôtel de l'Amitié Avenue de la Marne
Site : <http://minusma.unmission.org>
BP E 2616 Bamako - Mali

Réforme du Secteur de la Sécurité
Désarmement, Démobilisation, Réinsertion